

## KHENCHELA

## 120 000 analphabètes recensés

Selon M. Cheriet Brahim, président de l'association Iqra qui lutte contre l'analphabétisme : "Il y a près de 120 000 analphabètes à travers la wilaya de Khenchela surtout en milieu rural."

Ce chiffre, s'il est bien estimé par son auteur, donne froid au dos. Il devient préoccupant lorsque l'on sait que les chiffres officiels de la population en âge de voter recensée lors des élections législatives en 2002 est de 175 270 personnes, le tiers étant au niveau du chef-lieu de wilaya. Autrement dit, la plupart, surtout que les femmes ou les filles en milieu rural sont analphabètes et ce, pour plusieurs raisons. Vingt-neuf écoles sont mises à la disposition de l'association par la direction de l'éducation. 1673 personnes suivent des cours dispensés par 54 enseignants, recrutés dans le cadre du filet



social et 12 enseignants volontaires dont certains sont en retraite à l'image de l'artiste-peintre à ses heures de loisirs M. Hani qui enseigne le français à partir de cette année à l'école Ibn Sina. L'âge varie de 9 à 88 ans

puisque une vieille femme née en 1917 suit studieusement ses cours à Ain Touila. Une grand-mère découvre la joie et la satisfaction de lire et d'écrire son nom puis ceux de ses petits-fils et enfants. Bientôt, elle achètera un livre de recettes de cuisine, dit-on.

Aussi 403 personnes sont inscrites mais on attend l'autorisation pour utiliser les écoles de Merdaci et Hafidhi à Khenchela et l'école de Belkitane entres autres. Là on dénonce la lenteur de la direction de l'éducation. Un quota de 10 000 livres a été donné à l'association "nous sommes confrontés au problème du transport pour ramener ces livres" dira le président qui active aussi dans un local loué.

Malgré ces aléas, une exposition a été tenue au centre de loisirs scientifiques pour présenter l'activité et aussi les thèmes enseignés aux analphabètes, articulés sur l'environnement, la solidarité et la citoyenneté.

A. Maâchi

## DOUAR LARABAA A OUDJANA (JIJEL)

## Le retour tant attendu

Les initiatives et les actions en vue de permettre un retour progressif des populations à leurs douars se multiplient ces derniers jours à travers plusieurs localités de la wilaya de Jijel. Une nouvelle approche du problème semble être adoptée, sans tambour ni trompette.

Cette opération d'incitation des familles au retour à leurs villages, après un exode forcé qui a duré une décennie, qui s'effectue à première vue sans populisme ni démagogie, est guidée par un souci majeur d'efficacité sur le terrain. Un cadre de la wilaya rencontré au siège nous dira à ce sujet que les pouvoirs publics "ont beaucoup parlé par le passé et peu agi". A cet effet, au niveau du douar Larabaa, dans la commune de Oudjana, où le chef de l'exécutif s'est souvent déplacé ces derniers temps, il est question d'engager et avec détermination un programme spécial permettant la réfection des équipements publics de la localité. Les quelque 500 familles de Larabaa, qui ont compté 12 mechtas (Amalou, Assamer, Maida, Djebila, Dar El-Hadi, Dar Farès, El Khennaka, El Mers, Essahel, Amzour, Terdakliouane et Sedama) ayant

émis le vœu de retourner labourer leurs terres, exigent en premier lieu la réhabilitation sur 12 km du principal chemin d'accès, reliant Oudjana à Larabaa. Outre la réouverture de pistes vers les mechtas, l'alimentation en eau potable et en énergie électrique, ces familles ont fait part d'autres préoccupations, à savoir l'assouplissement des aides dans le cadre des différents programmes et dispositifs (habitat rural, PNDRA, PPD, etc.), loin de la «bureaucratie envahissante» qui paralyse l'administration. Dans le but de converger tous les efforts des pouvoirs publics pour aller à un retour effectif et progressif des populations, il était question, lors d'une réunion présidée par le P/APC avec l'ensemble les personnes concernées par l'opération, de la création d'associations représentant chaque mechta, une démarche qui faciliterait l'identification des besoins

de chaque famille et la répartition des aides en fonction des priorités, indiquera M. Hafid Boumechrouk. Celui-ci, conscient de la complexité de sa tâche, plaide plutôt pour un diagnostic pratique de la réalité en mettant en place une stratégie assez réaliste loin du populisme ambiant, et ce, par une politique de regroupement des habitations au chef-lieu de Larabaa, afin de ne pas disperser les efforts. Comme première action mise en pratique pour instaurer la confiance des populations, le premier magistrat de la wilaya qui a su «décoder les signaux» de ces exilés a décidé, lors d'une de ses visites dans la région, le renforcement de leur confiance par l'établissement d'un cantonnement de l'ANP à Larabaa dans un premier temps, et ce, en attendant l'implantation d'un détachement de la garde communale. La volonté affirmée des pouvoirs publics se dégage, aussi, à travers les travaux d'aménagement et de débroussaillage en cours dans la cité. Une telle impulsion donnée en si peu de temps à Larabaa, à travers plusieurs chantiers ouverts ici et là, n'a pas laissé indiffé-

rentes de nombreuses personnes approchées qui nous ont fait part de leur espoir. En somme les autorités locales sont interpellées, chacune à son niveau, pour une convergence des efforts et des actions pour faire face aux défis qui les attendent. Le futur seul les jugera selon leurs capacités à écouter ces victimes des groupes armés poussés à un exil forcé un certain septembre 1995. Le repeuplement de Larabaa passe impérativement par la réhabilitation des infrastructures publiques et autres commerces saccagés. Une optique qui tient compte de cette question, loin de toute récupération politique. La résolution de l'épineux dossier de l'exode de la décennie écoulée demeure tributaire de l'efficacité de la prise en charge des «évacués» de Larabaa, qui sera un catalyseur au retour des populations de mechtas désertées dans les autres communes, à l'image d'El Aouana, Ziamansouriah, Selma, Beni Yadjis, Texenna, El Milia, etc. Il convient enfin de souligner que le terrorisme et l'insécurité des années 1990 ont poussé à l'exode rural près de 125 000 habitants.

Fouad Menia

## SKIKDA

## L'INSFP dans l'attente du lancement de ses grands projets

L'INSFP (Institut national de la formation professionnelle) de Mezadj Edchiche sis à la cité de Merdj-Eddib, est un petit pôle académique, scientifique et de savoir-faire technique, qui se voudrait, par la grâce des modes de formation qu'il dispense à 971 stagiaires et apprentis relevant de cinq branches professionnelles (technique d'administration et de gestion, informatique, électronique industrie agro-alimentaire et agro-nomie), un outil pratique indispensable à l'enrichissement du monde du travail. Une ambitieuse ouverture vers de nouvelles technologies.

Son directeur, M. Belkhamza Ahène, à la tête de cette institution depuis 1998, est sur le point de partir, sa démission datée de février 2004, a reçu l'accord des services du secrétariat général du gouvernement en juin de la même année. Un départ nullement apprécié par les stagiaires, les formateurs et le personnel administratif.

Il a eu le mérite de laisser derrière lui, de grands projets qui attendent leurs démarrages depuis un certain temps. Parmi ceux-ci il convient de citer le projet CISCO (constructeur mondial de réseau de télécommunication), qui est le fruit d'une convention

(CISCO Networking Academy) entre le ministère de la Formation professionnelle et le PSD de CISCO-Système, signée en l'an 2001. Un autre protocole d'accord a été signé notamment entre ce constructeur mondial et l'INSFP, constituant la deuxième étape d'un processus qui comprend la construction de 4 locaux pour CISCO local au sein de l'INSFP, la formation des formateurs et celle des futurs cadres pour la maîtrise des réseaux de télécommunication. Tous ces volets ont été concrétisés, "la salle est fin prête, la ligne spécialisée y est, on n'attend que le feu vert pour démarrer cette formation" nous dira le directeur. Il y a lieu de souligner que l'académie CISCO de Skikda relève de l'académie régionale de Sétif, à laquelle sont affiliées également celles de Annaba et de Guelma.

Un autre protocole d'accord a lui aussi porté ses fruits, c'est celui signé entre l'INSFP et l'ISGA de Annaba et le groupe allemand de GTZ-PEM, dans le cadre de l'application de la méthode CEFE (création d'entreprises formation d'entrepreneurs), laquelle a abouti à la sortie d'une promotion de trente techniciens supérieurs, constituant ainsi la première et dernière expérimentation dans un établissement public. Elle a été, soulignons-le, précédée par une action du même genre et qui a été menée au niveau d'un établissement privé à Alger. La non-résistance aux changements est l'un des grands objectifs que s'est tracés Belkhamza. Les nouveaux équipements de marque alle-

mande fournis par l'ENFPA et destinés à la formation au contrôle de qualité des produits alimentaires sont une preuve palpable de sa volonté à faire de cette institution un tremplin pour la modernité. Le projet de création d'un laboratoire de techniques de gestion et des nouvelles technologies de l'information et de la communication est en instance bien qu'il ait reçu l'aval du ministère de tutelle en l'an 2003. De nombreuses études menées par ce directeur ont reçu un avis favorable de la part des services du ministère de tutelle. Des études pour lesquelles il a notamment reçu des filiations de la part du directeur des études et de la coopération internationale du ministère de tutelle. Citons à titre d'exemple celle relative au développement des langues et à la qualité formative en gestion.

La dernière mission de Belkhamza fut la remise des attestations de succès provisoires au profit des TS en gestion de stocks, une promotion sortie récemment. "Ils n'est pas seulement notre directeur, c'est notre grand frère", dira la déléguée générale des stagiaires. "Notre directeur est un vrai bosseur" dira un autre stagiaire en maintenance des équipements informatiques. "On a insisté pour qu'il reste, mais peine perdue, c'est une grosse perte pour l'institut", se lamenta un enseignant. A noter également que les efforts consentis par ce directeur n'auraient pas été couronnés d'un relatif succès, sans l'apport de ses différents services administratifs et pédagogiques.

Zaid Zoheir

## BREVES DE JIJEL

## Les paramédicaux s'organisent

La famille des paramédicaux des trois secteurs sanitaires de la wilaya de Jijel s'organise depuis peu au sein d'un nouveau syndicat autonome qui a vu le jour au cours de l'année écoulée. Pour la défense des intérêts matériels et moraux, loin de tout paternalisme syndical qui a montré ses limites, les paramédicaux "désertent en masse", nous dit-on, les rangs de l'UGTA pour rejoindre le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP). Des assemblées générales se sont tenues ces derniers jours au niveau des trois secteurs sanitaires de Jijel, Taher et d'El Milia. Lors de l'assemblée générale de la section syndicale qui a eu lieu à la fin de la semaine dernière, M. Djamel Boudjerda a été élu par ses pairs à la tête de la section syndicale du secteur sanitaire de Jijel. Les principaux points de revendications de ce syndicat ont été passés en revue en présence d'un membre du secrétariat national. Il s'agit notamment de "recenser tous les problèmes et contraintes rencontrés sur le terrain par l'ensemble des praticiens paramédicaux". Les points ayant retenu une attention particulière chez ce corps de la santé sont, outre l'absence d'une nomenclature des actes paramédicaux, l'absence d'un plan de carrière professionnelle et d'un conseil de déontologie pour les praticiens paramédicaux. Les primes et autres indemnités spécifiques au corps, la formation, l'encadrement, les problèmes d'obtention de logement social, etc., font partie des nombreux sujets soulevés par les paramédicaux durant cette réunion.

Au sujet des agents paramédicaux à la retraite déjà "aucun élément ne sera marginalisé", assure-t-on. Par ailleurs, la plateforme de revendications du SAP, une fois établie a été transmise au ministère de tutelle pour "étude et mise en application des décisions qui seront prises" le cas échéant.

## La chasse à l'informel

Une opération récurrente ressemblant ni plus ni moins qu'à une "chasse aux sorcières" est menée depuis quelques jours au niveau de certaines artères de la ville de Jijel, par les services chargés de réguler l'activité commerciale. Les vendeurs à l'échappée activant du côté du marché du centre-ville, notamment autour de la grande mosquée sont quotidiennement chassés par les policiers. L'intervention des forces de l'ordre ne s'est pas effectuée sans parfois quelques accrocs, fort heureusement verbaux, avec ces commerçants errants. Les commerçants activant légalement se sont à maintes fois plaints de l'anarchie, de l'insécurité et de l'insalubrité des lieux. Ces opérations dites "coup-de-poing" et qui ont montré leurs limites par le passé, n'ont pas eu les résultats escomptés, du moment que les marchands ambulants squattant à longueur de journée "réinvestissent les lieux", juste après le départ des services de l'ordre.

Pour l'éradication de ce problème, le bureau local de l'UGCAA a appelé par le passé à la mise en exergue d'une autre approche à même d'organiser l'activité commerciale et mettre un terme à l'anarchie des souks qui règne dans différents coins de la ville. A côté de cela, soulignons l'autre fait qui a tendance à prendre de l'aille, celui relatif à certains commerçants, qui d'une manière illégale occupent indûment les trottoirs attenants à leurs échoppes, obstruant par là, complètement la circulation des piétons obligés de slalomer entre les produits exposés à la vente.

F. M.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## Lourd bilan à Oum-El-Bouaghi

Le groupe-ment de la Gendarmerie nationale d'Oum-El-Bouaghi vient de rendre public le bilan de 2004 des accidents de la route dont



le nombre total est de 469 ayant causé la mort de 58 personnes et des blessures graves à 853 autres.

Le nombre des accidents est relativement élevé et cela est dû essentiellement, comme partout ailleurs, à l'excès de vitesse. Mais il y a, aussi, eu 21 accidents pour cause de conduite en état d'ivresse, 4 pour cause de conduite à gauche, 43 autres accidents dus à des problèmes mécaniques et 22 aux conditions climatiques. Le respect du code de la route a été la préoccupation majeure de la Gendarmerie nationale d'Oum-El-Bouaghi, qui a sanctionné un nombre relativement élevé de contrevenants. Ainsi, 3900 délits au code de la route ont été relevés par les unités de la sécurité routière, 2000 contraventions et plus de 13.000 amendes forfaitaires ont été établies afin de permettre une meilleure approche dans la lutte contre les accidents routiers qui ont fait en 2004, moins de victimes qu'en 2003. Presque 1100 délits de coordination de transport ont par ailleurs été relevés. Toujours dans ce contexte, il s'avère que ce sont d'une part la route nationale n°10 reliant Tébessa à Constantine et de l'autre la route nationale n°3 reliant Constantine à Batna, qui sont les plus dangereuses puisque ayant été le théâtre de la majorité des accidents. L'autre point à relever dans le bilan de la Gendarmerie nationale est relatif au fait que la majorité des accidents ont eu lieu soit le jeudi, vendredi ou le samedi. Pour rappel, en 2003, il y a eu 927 accidents qui ont fait 72 morts et 845 blessés.

Nasreddine Bakha